

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 22 juillet 2016
(Convocation du 11 juillet 2016)



Aujourd'hui, le vingt-deux juillet deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denise SAINT PE
Monsieur Gabriel BELLOCQ

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance : Madame Céline SALLES

OBJET : DOSSIER II - programme d'actions / Milieux : valorisation hydroélectrique des seuils du Gave de Pau et du seuil de Hères

Exposé des motifs :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'absence d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Institution Adour sur le Gave de Pau,

Considérant les études menées par les services de l'Institution Adour sur la valorisation hydroélectrique des seuils sur le Gave de Pau et sur l'Adour,

Considérant les analyses juridiques des différents conseils mandatés par l'Institution Adour,

Considérant la nécessité d'adopter une doctrine différenciée tenant compte de la domanialité des cours d'eau,

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

L'établissement d'une doctrine différenciée :

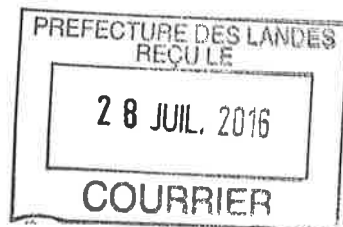
1. Seuils du Gave de Pau
 - L'Institution Adour ne s'engage pas dans la démarche de valorisation hydroélectrique des seuils
 - Compte tenu du statut domanial du Gave, l'Institution Adour ne se reconnaît pas propriétaire
 - L'Institution Adour n'ira pas à l'encontre des initiatives publiques ou privées d'équipement des seuils
2. Seuil de Hères
 - L'Institution Adour souhaite s'engager dans la démarche de valorisation hydroélectrique du seuil
 - L'Adour dans ce secteur relève du domaine privé, l'Institution Adour est propriétaire des rives au droit du seuil, du fond et du seuil
 - Le schéma concessif est privilégié et fera l'objet d'une analyse approfondie pour en déterminer les modalités

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 22 juillet 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,



INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Paul Carrere", written over the printed name and address of the Institution Adour.

Paul CARRERE

§ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.